

Les douze propositions d'Utopia pour une véritable transformation écologique et sociale

2012 sera en France une année politique importante, celle qui peut ouvrir la page d'une réelle alternative à la politique menée par la droite depuis 2002, aggravée par les gouvernements Sarkozy-Fillon successifs.

Mais il ne s'agit plus d'assurer une simple alternance, de gérer au mieux les crises économiques, sociales, écologiques et démocratiques provoquées par un système de développement insoutenable et inégalitaire. Notre système, la mondialisation, est arrivé à la fin d'un cycle. Il faut répondre à cette situation qui appelle de nouvelles réponses, notamment en sortant de la schizophrénie qui veut que l'on encourage une croissance tout azimut d'un côté, tout en affirmant vouloir répondre à l'urgence écologique de l'autre.

Il appartient aux forces de gauche de redonner l'envie du vivre et décider ensemble, en dessinant les contours d'un projet politique global, porteur de sens et permettant à chacun de se réaliser individuellement et collectivement.

Pour contribuer à cette mue que la gauche doit mener à son terme, le Mouvement Utopia a sélectionné dans le projet qu'il porte, douze mesures concrètes et pratiques, dont le financement passera par une nécessaire remise à plat de notre système fiscal dans le sens d'une réduction drastique des inégalités, de revenus comme de patrimoines.

*Nous proposons donc **Douze propositions pour 2012.***

POUR UN RENOUVEAU DEMOCRATIQUE :

1) Une Sixième République, enfin !

La montée du néolibéralisme dans le monde et donc aussi en Europe et en France, a entraîné une prise de pouvoir des entreprises transnationales et du lobby financier sur le politique. Les systèmes de démocratie participative se trouvent confrontés à une crise majeure, car incapables de répondre à la mondialisation et aux défis écologiques. En fait, nous vivons sous un régime oligarchique qui instrumentalise la démocratie pour asseoir ses pouvoirs. En France, l'hyper-présidentialisation, poussée jusqu'à la caricature par Sarkozy, et la confusion entre intérêts publics et privés nécessitent la mise en place de nouvelles institutions passant par la rédaction d'une nouvelle constitution. Celle-ci devra garantir une réelle séparation des pouvoirs législatif/exécutif/judiciaire, assurer une presse libre et indépendante, permettre la participation de tous à la vie de la cité, le développement et l'expression de contre-pouvoirs et la prédominance des choix politiques et citoyens sur les choix économiques.

La mise en place d'une Sixième République est aujourd'hui une urgence. Elle devra renforcer le pouvoir du Premier Ministre et du Parlement, réduire drastiquement, voire mettre fin aux pouvoirs démesurés du Président de la République, qui ne devra plus être élu au suffrage universel direct. Pour écrire cette nouvelle constitution, qui devra ensuite être approuvée par le peuple français, nous proposons avant fin 2012 la mise en place d'une Assemblée Constituante dont les modalités de fonctionnement seront définies par la Représentation Nationale.

2) Pour une démocratie sociale

La démocratie sociale doit être refondée dans notre pays. En premier lieu, la représentation des salariés doit être renforcée, y compris pour ceux qui travaillent dans les PME et TPE. La participation des salariés aux décisions et aux résultats doit se développer sur le modèle de l'Economie Sociale et Solidaire, et notamment des SCOP.

Parallèlement, nous proposons que pour les entreprises de grande utilité sociale et/ou à fort impact environnemental, le processus conduisant à la prise de décisions stratégiques intègre les parties

prenantes internes et externes à l'entreprise. Ces parties prenantes sont d'une part les travailleurs et les propriétaires du capital (publics ou privés), d'autre part les citoyens et/ou leurs représentants (qui peuvent être les pouvoirs publics locaux, nationaux ou internationaux) ou d'autres formes de représentation de la société civile (ONG, associations de clients et de consommateurs, riverains...). Afin de garantir la démocratie dans l'entreprise, aucune partie prenante ne pourra avoir à elle seule la majorité et donc imposer ses décisions.

3) Féminisme

UTOPIA se revendique comme féministe et appelle à une construction nouvelle de l'imaginaire social et culturel pour contrer la véritable domination masculine instaurée dans nos sociétés au cours des siècles. La déconstruction de cette domination masculine nous conduit à remettre en cause le processus qui a fait d'une différence physique une norme sociale qui assoit la domination d'un sexe sur l'autre. Pour dépasser les rapports de genre actuels, il faut donc agir sur les représentations, et contribuer à donner à voir à tous et toutes de nouveaux repères, de nouvelles normes : la réduction du temps de travail pour permettre une déspecialisation des rôles et une autre répartition des tâches ; l'allongement des congés de maternité et de paternité ; le « ticket paritaire obligatoire » pour toutes les élections ; l'imposition séparée qui sera un axe central d'une grande réforme fiscale ; une législation favorisant la parité dans le monde du travail ; l'investissement dans les centres IVG ; la prise en charge des victimes de violence ; la mise en place d'un service public de la petite enfance ; une éducation civique pour permettre de changer les représentations actuelles liées au genre ; autant de mesures qui nous permettrons de réaffirmer enfin l'universalité de notre humanité.

POUR UN ACCES UNIVERSEL AUX BIENS FONDAMENTAUX :

4) Mettre en place un revenu d'existence

Le problème majeur auquel est confrontée la société humaine n'est pas tant la production de richesse que la nature et la destination de la richesse produite, et partant, le lien social entre les individus. Le revenu d'existence, ou allocation universelle de revenu, répond à l'exigence de justice sociale.

Le revenu d'existence consiste en un versement social distribué de façon égalitaire et inconditionnelle à tous les citoyens. C'est une mensualité égale pour tous, versée de la naissance à la mort, due à chacun en tant qu'héritier légitime de la richesse accumulée par les générations antérieures, qu'il contribue à enrichir développer par ses activités tout au long de sa vie. Cette mensualité est individuelle, inconditionnelle, inaliénable, non affectée (et donc d'utilisation totalement libre) et cumulable avec tout autre revenu. Elle crée un lien de solidarité indispensable entre tous les membres du corps social.

Permettant à tous les citoyens de disposer d'un revenu permettant de couvrir les besoins fondamentaux, accompagnant un nouveau modèle de développement, le revenu d'existence permettrait de donner une égale dignité à tous les choix d'existence et favoriserait l'émergence de tout un pan d'activités aujourd'hui délaissées car situées hors de la sphère marchande.

Le montant de ce revenu (qui selon nous pour être décent doit se situer au moins au niveau du seuil de pauvreté), les modalités de financement qui nécessiteront une remise à plat de notre fiscalité, les prestations sociales qu'il remplacera ou pas, devront faire l'objet de propositions de la part des partis et responsables politiques.

Par ailleurs, nous nous prononçons sur le principe d'un revenu maximum.

5) Mettre en place la gratuité sur les premières tranches d'eau, d'énergie et d'électricité

L'accès minimum à un certain nombre de biens et de services relève d'une logique d'humanité et de fraternité. Les droits fondamentaux que doit porter la gauche doivent inclure des ressources matérielles permettant la lutte contre l'exclusion et l'indépendance des individus vis-à-vis des pressions que le système économique exerce sur eux. Pour concrétiser ces principes nous proposons la mise en place d'un accès minimum gratuit à l'énergie, l'eau et aux télécommunications

Le financement de ces droits sera essentiellement assuré par une surfacturation progressive des tranches situées au-dessus de ce minimum. Le calcul sera fait de manière à ce que les gros

consommateurs, privés ou entreprises, paient pour les plus sobres ou les plus démunis. Un tel système incitera chacun à réduire ses consommations d'énergie et de ressources naturelles, et amorce la nécessaire transition de nos sociétés vers une plus grande sobriété. Ce système est déjà mis en place ou envisagé par plusieurs élus au niveau de la gestion de l'eau, et prend particulièrement tout son sens dans le cadre d'une gestion publique des ressources (eau, énergie) à laquelle nous sommes favorables.

6) Mettre en place une prise en charge universelle des soins par un pôle public de la santé

Nous proposons que la gauche mette au cœur de ses politiques la notion de « droit à la santé ». Ceci implique notamment l'existence de services de santé, des conditions de travail sûres et saines, un logement adéquat et une alimentation nutritive. Nous souhaitons insister particulièrement sur le droit de chaque individu à bénéficier d'un accès égal aux soins.

En France, malgré l'instauration de la CMU, 6 millions de personnes ne sont pas couvertes par une assurance maladie complémentaire. Il est donc nécessaire de mettre en place une assurance maladie universelle. Elle sera unique, uniforme, obligatoire et remplacera la multiplicité des systèmes d'assurances maladie (obligatoires et/ou complémentaires), l'impôt se substituant au financement par les cotisations sociales.

Par ailleurs, nous proposons de créer progressivement un corps étendu d'Etat de la fonction médicale intégrant l'ensemble de la profession (médecins, pharmaciens, dentistes, infirmières, professions paramédicales, industrie pharmaceutique) autour d'un service public de la santé qui ne devra pas remettre en cause le choix de son médecin. Par des politiques volontaristes en matière d'organisation du système médical, le système contribuera aussi à réduire les contraintes financières qui pèsent sur lui, sans pour autant s'appuyer sur une maîtrise comptable (et donc forcément injuste) des dépenses.

POUR SORTIR DE LA CRISE ENERGETIQUE :

7) Changer de modèle énergétique

Il est plus que jamais nécessaire de changer notre modèle énergétique, dont les conséquences pour les hommes et la nature sont de plus en plus néfastes. La dangerosité du nucléaire et les multiples problèmes qu'il pose sont aujourd'hui connus de tous, et la catastrophe japonaise vient nous rappeler la nécessité d'une sortie de cette filière énergétique. A gauche, chacun reconnaît désormais l'urgence de l'action contre le réchauffement et le dérèglement climatique. Pourtant, peu de solutions concrètes sont portées par les responsables politiques.

Nous proposons la mise en place d'un scénario de type Négawatt, fondé simultanément sur la sobriété (consommer moins), l'efficacité énergétique (gaspiller moins) et les énergies renouvelables (produire mieux), permettant tout à la fois de sortir de notre dépendance aux énergies fossiles et de sortir du nucléaire.

Ce scénario présente l'avantage d'être immédiatement réalisable car il se limite à l'utilisation de techniques existantes et ne fait pas le pari risqué d'une quelconque rupture technologique. Il est également réaliste car il décrit les mesures concrètes à mettre en œuvre et démontre que leur financement est possible.

- La sobriété consiste à supprimer les gaspillages à tous les niveaux de l'organisation de notre société ainsi qu'au niveau de nos comportements individuels, sans pour autant recourir au rationnement ou à l'austérité.
- L'efficacité énergétique a le potentiel d'être à elle seule la plus grande source d'économie d'émission de GES du secteur énergétique. Elle consiste à utiliser des techniques qui consomment moins d'énergie pour rendre les mêmes services. Il est possible de réduire d'un facteur 2 à 4 certaines de nos consommations d'énergie et de matières premières à l'aide de techniques déjà éprouvées.
- Enfin, les énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien, géothermie, biomasse), si elles sont bien réparties et décentralisées, ont un faible impact sur l'environnement. Elles seules permettront de répondre durablement à nos besoins en énergie tout en respectant notre planète.

8) Relocaliser les productions

Les entreprises transnationales multiplient les recours à des transports énergivores et polluants. Les délocalisations, au départ de productions à faible valeur ajoutée, s'étendent maintenant aux produits sophistiqués ainsi qu'aux services (recherche, santé, centres d'appels...). Après avoir déterritorialisé les produits, le capitalisme déterritorialise les hommes, une fois de plus réduits au statut de marchandise.

Nous proposons dans chaque secteur où c'est possible une démarche systématique de relocalisation comme réponse aux dégâts environnementaux et sociaux et à la destruction des équilibres locaux et régionaux générés par la mondialisation commerciale et financière. Elle permet de favoriser les circuits courts entre producteurs et consommateurs au sein de l'économie locale. Par relocalisation, nous entendons le rapprochement de la production de biens et services au plus près du lieu de consommation. Précisons qu'il ne s'agit nullement de prôner le retour à l'autarcie ou à ne se satisfaire que de produits locaux. Il est évident que tous les biens et services ne pourront pas être produits à l'échelle d'un bassin de vie. En revanche, l'économie sociale et solidaire, les services publics, l'agriculture, le bâtiment, les services à la personne sont particulièrement adaptés à cette économie de proximité

POUR UN AUTRE RAPPORT A LA PRODUCTION ET A L'ECONOMIE :

9) Développer une autre agriculture

L'agriculture est une activité décisive, symbolique de l'autre société que la gauche pourrait proposer comme modèle. Dans cette optique, la souveraineté alimentaire doit être l'axe majeur de notre politique et se traduire par quelques actions essentielles : donner la priorité à la production par les exploitations paysannes et familiales de denrées pour les marchés intérieurs et locaux, selon des systèmes de production diversifiés et écologiques ; veiller à ce que les agriculteurs reçoivent le juste prix pour leur production, afin de protéger les marchés intérieurs des importations à bas prix relevant du dumping ; protéger les semences et veiller à ce que les agriculteurs puissent les échanger et les utiliser librement, ce qui suppose le refus des brevets sur le vivant et des semences génétiquement modifiées.

Nous proposons que ces principes soient la base d'une politique agricole commune redéfinie, où l'agroforesterie (associations de cultures annuelles et d'arbres) et l'agriculture biologique seraient les références majeures. Pour la France, la relocalisation d'une agriculture diversifiée est une priorité. Les AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) ainsi que toute autre forme de rapport de proximité producteur – consommateur doivent être encouragées.

10) Désarmer la finance

Inutile de rappeler les dégâts du néolibéralisme ou du capitalisme financier. Ils sont connus et vécus par le plus grand nombre. La crise de 2008, dont les effets sociaux sont loin d'être terminés, n'a pas modifié les mœurs et les pratiques financières. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'y a pas de raison pour que cela ne reprenne pas de plus belle. La seule question qui reste en suspens est de savoir quand et avec quelle ampleur. L'utilité sociale du service bancaire n'est pas en question. Il s'agit d'en retrouver le contrôle et l'usage collectif, de le recentrer sur ses activités d'origine, loin de toute spéculation.

Pour cela, nous proposons d'une part d'entrer dans une démarche qui aboutira à la socialisation du système bancaire, premier pas vers la « définanciarisation » de l'économie. D'autre part, nous proposons de lutter à l'échelon européen pour permettre aux banques centrales européennes de prêter directement aux Etats et de jouir du droit régalien de création monétaire. Le financement de l'économie devra donc s'appuyer à terme sur un système bancaire socialisé qui aura vocation à s'intégrer dans un pôle bancaire et financier public, couplé à des mécanismes de gestion coopérative et de mutualisation, à l'échelle européenne. Nous proposons donc une remise en cause des marchés financiers: la fonction de financement de l'économie doit être assurée par les banques tandis que la fonction d'assurance doit être dévolue à des acteurs publics plutôt qu'à des marchés.

11) Poursuivre la diminution du temps de travail : travailler moins pour vivre mieux

Contrairement à ce que martèle la droite, la France n'est pas le pays européen où l'on travaille le moins. Ne laissons pas accrédi-ter ce non-sens économique et ce contresens historique. La réduction du temps de travail doit rester un outil majeur de lutte contre le chômage. Mais elle sera d'abord et avant tout un instrument au service d'un projet de société plus large, une société du temps libéré. Nous proposons de poursuivre la réduction du temps de travail, par une diminution de la durée légale (32h, 4 jours, mensualisée ou annualisée, selon les secteurs et les professions) tout en envisageant de nouvelles formes de réduction du temps de travail, conçues sur l'ensemble de la vie. A côté de l'aménagement de la journée et de la semaine de travail, c'est le déroulement de toute la vie professionnelle qui devrait être repensé pour rendre possibles les interruptions, les bifurcations, les cessations progressives d'activités favorables à l'épanouissement personnel.

POUR TRANSFORMER LE MONDE :

12) Pour une nouvelle politique migratoire : porter l'idée d'une citoyenneté universelle

La planète est un patrimoine commun : nul ne choisit ni le lieu, ni l'époque, ni l'environnement politique, économique et environnemental de sa naissance. Utopia considère les flux migratoires avant tout comme un facteur d'enrichissement culturel et social des pays d'accueil et, par les échanges qu'ils autorisent, comme un facteur de développement des pays d'origine.

Utopia refuse donc l'immigration sélective et se positionne en faveur d'une très large ouverture des frontières aux flux liés à la mobilité des personnes. Cela passe d'une part par la dépénalisation du séjour irrégulier, la régularisation de tous les sans-papiers actuellement sur le territoire français (dont beaucoup sont exploités du fait de leur absence de statut) et le transfert de la majeure partie des sommes consacrées à la lutte contre l'immigration vers l'accueil et l'intégration des migrants.

D'autre part, sur la base de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, de la Charte Mondiale des Migrants et de travaux d'organisations non gouvernementales, Utopia initie une démarche dont l'objectif est la création d'un espace politique mondial, fédérant des peuples et des Etats sur la base de droits universels. Liberté de circulation et d'installation ; accès aux droits fondamentaux ; préservation de l'environnement ; souveraineté alimentaire et nouveaux espaces démocratiques en seraient les fondamentaux. Ils pourraient s'incarner par un « Passeport de Citoyenneté Universelle » tel que présenté et retenu lors du dernier Forum Social Mondial de Dakar.

Utopia est un mouvement politique transparti, actif au Parti Socialiste, à Europe Ecologie Les Verts et au Parti de Gauche et qui mobilise des nombreux citoyens, actifs dans d'autres partis ou associations. Au titre du mouvement, Utopia ne soutient aucun candidat aux élections nationales. Toutefois, ses militants peuvent, au titre de leur parti ou à l'intérieur des partis, soutenir tel(le) ou tel(le) candidat(e).

En savoir plus : www.mouvementutopia.org